

2020 : une année à oublier; 2021 : une économie et des services publics à rebâtir

MONTRÉAL, le 12 janv. 2021 /CNW Telbec/ - La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) retient de l'année 2020 l'impact terrible de la pandémie sur les travailleuses et travailleurs, les emplois, les entreprises et l'économie. *« C'est surtout aux victimes et à leurs familles que nous pensons en cette période difficile. La lutte contre la pandémie, qui est loin d'être terminée, démontre clairement l'importance d'avoir des services publics forts qui doivent être préservés et surtout consolidés. En 2021, de grands défis nous attendent et cela ne peut se faire en vase clos »*, déclarent le président et le secrétaire général de la FTQ, Daniel Boyer et Denis Bolduc.

Les services publics en crise

« Plus que jamais, il est urgent de conclure les négociations dans le secteur public. Le personnel de la santé, des services sociaux et de l'éducation est épuisé. Pourtant, nous avons déposé des demandes réalistes et acceptables pour améliorer les conditions d'exercice d'emploi, de rétention et d'attraction du personnel ainsi que la rémunération. Déçues par la lenteur des négociations, nos organisations sont à préparer un plan d'action et de mobilisation à soumettre aux membres afin de faire comprendre au gouvernement l'urgence de la situation », ajoute le président.

Le projet de loi n° 59 sur la santé et sécurité : un recul pour les travailleurs et travailleuses

Le gouvernement de la CAQ a déposé l'automne dernier un imposant projet de loi visant à réformer la Loi sur la santé et la sécurité du travail. *« Ce projet de loi est loin de répondre aux besoins des travailleurs et travailleuses. Par exemple, comment justifier qu'une usine d'explosifs ou que le milieu de la santé soient classés à faible risque en matière de santé et sécurité ? Poser la question c'est y répondre. La FTQ, qui déposera un mémoire en commission parlementaire le 20 janvier prochain, fera campagne au cours des prochaines semaines auprès des députés, particulièrement ceux et celles de la CAQ, afin de leur faire comprendre que la population qu'ils représentent, les travailleuses et travailleurs, a besoin d'être protégée et non abandonnée »*, ajoute le président, Daniel Boyer.

Une aide fédérale qui se fait attendre

Bien qu'Ottawa ait injecté des milliards de dollars pour soutenir les entreprises et venir en aide aux travailleurs et travailleuses, pour plusieurs secteurs, l'aide n'est pas à la hauteur des pertes pour réussir à passer au travers de la crise. *« L'aérospatiale, le transport aérien, l'industrie touristique, qui comprend la restauration et l'hébergement dont hôtellerie, ainsi que la culture sont toujours en attente d'une aide concrète et substantielle. Ce sont des milliers d'emplois qui sont en jeu. Aussi, Ottawa doit également mettre en place rapidement un programme d'assurance médicaments public et universel, réformer l'assurance-emploi,*

s'engager concrètement à lutter contre les changements climatiques et les paradis fiscaux », ajoute le secrétaire général, Denis Bolduc.

Salaire minimum et finances publiques

Le premier mai prochain, le salaire minimum va passer à 13,50 \$ l'heure. Qui peut vivre décemment avec un tel salaire ? *« Depuis des années, la FTQ fait campagne pour un salaire minimum à 15 \$ l'heure. Il est impossible de nourrir sa famille, de payer son loyer et son électricité avec un salaire minimum à 13,50 l'heure. C'est à ce point évident qu'en cette période de pandémie, il a fallu mettre en place la Prestation canadienne d'urgence (PCU), plus payante que le salaire minimum. »*

Par ailleurs, Québec a promis une réforme musclée de la Charte de la langue française. *« Ne nous décevez pas »*, déclare le secrétaire général.

Les travailleurs et travailleuses de la construction en négociation

Les 192 000 travailleurs et travailleuses de la construction, dont 43 % sont représentés par la FTQ-Construction, entament leurs négociations dans le but de renouveler les conventions collectives de travail qui se terminent le 30 avril prochain. *« Il faut espérer que cette fois les associations patronales, qui ne sont pas tenues de payer de la rétroactivité, auront la volonté de régler rapidement »*, commente Daniel Boyer.

Construire l'avenir

« Pour rebâtir nos services publics, notre économie, il faut établir un véritable dialogue entre la société civile, les organisations syndicales et les gouvernements pour espérer construire une société plus égalitaire, plus juste et plus verte. À ce sujet, nous avons des propositions concrètes, réfléchies avec nos différents partenaires pour faire les choses autrement », concluent les leaders syndicaux.

Pour plus de renseignements, consulter le document *Relancer et repenser le Québec* (<https://ftq.qc.ca/centre-documentation/relancer-repenser-quebec-mesures-de-moyen-long-termes-prosperite-bien-etre-de-toutes/>).

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses », concluent les leaders syndicaux.

Source : FTQ, <https://ftq.qc.ca>